

CROIX-ROUGE PHILIPPINE

NOTRE EXPÉRIENCE

KIT D'INFORMATION

Notre contexte

En septembre 2013, des affrontements ont éclaté entre les forces armées philippines et une faction du Front Moro de libération nationale (FMLN). Les combats se sont déroulés dans la ville de Zamboanga, sur l'île de Mindanao, la plus méridionale de l'archipel philippin. Troisième ville du pays en superficie, Zamboanga est un pôle commercial et industriel fortement urbanisé qui compte plus de 800 000 habitants.

Les événements de septembre 2013 faisaient suite à la déclaration d'indépendance de la « République de Bangsamoro », proclamée par le FMLN qui entendait prendre le contrôle des îles philippines de Mindanao, Basilan, Sulu, Tawi-Tawi et Palawan, ainsi que des États malaisiens de Sabah et Sarawak.

Au petit matin du 9 septembre 2013, des membres du FMLN ont pénétré dans Zamboanga avec l'intention de hisser le drapeau de la République de Bangsamoro sur l'hôtel de ville. Ils ont occupé divers secteurs de la ville et pris en otage une vingtaine d'habitants du village de Santa Catalina. Vers midi, certaines sources faisaient état de plus de 200 civils retenus en otage et utilisés comme « boucliers humains » par les combattants du FMLN.

Les combats qui se sont ensuivis entre les forces armées philippines et le FMLN ont paralysé divers quartiers la ville durant plusieurs jours, provoquant le déplacement de plus de 100 000 personnes et faisant de nombreuses victimes parmi les civils.

Les conséquences en termes d'acceptation, de sécurité et d'accès

Interviewé par les médias locaux, le commandant du FMLN a assuré que les équipes de la Croix-Rouge philippine ne seraient pas mises en danger et pourraient accéder en toute sécurité aux zones touchées par les combats. Il a également déclaré que si des otages

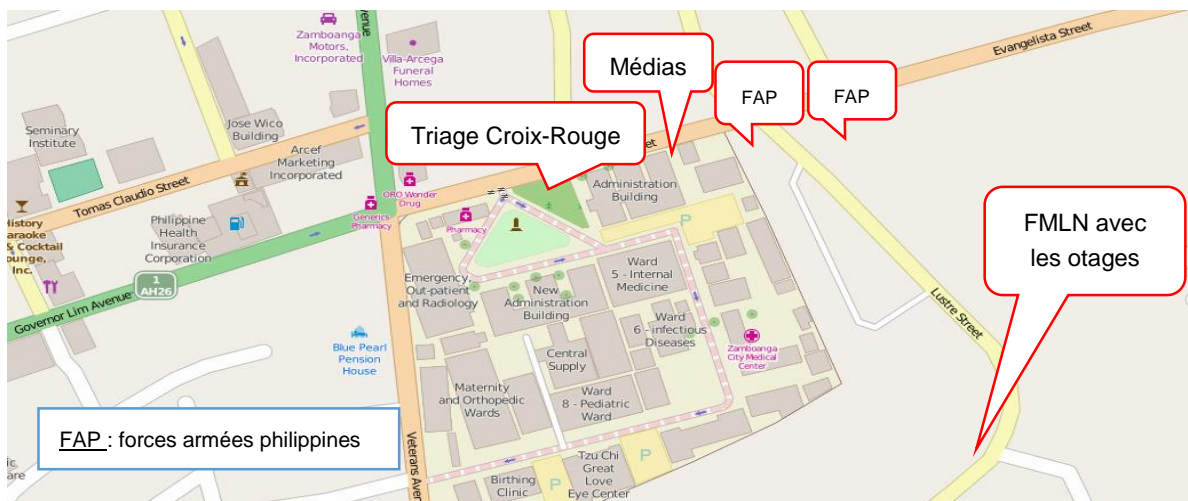
étaient relâchés, ils seraient remis à la Croix-Rouge philippine. Comme nous n'étions pas nous-mêmes en contact direct avec le commandant du FMLN, nous avons considéré que cette déclaration ne suffisait pas à garantir notre sécurité. Nous avons néanmoins pu accéder sans entrave aux personnes âgées, aux enfants, aux blessés et aux malades qui étaient retenus en captivité.

Un commandant des forces armées philippines a demandé à la Société nationale de mettre en place une zone de triage devant le centre médical de Zamboanga, en prévision de l'intensification de l'offensive menée contre le FMLN et de l'afflux de blessés qui en résulterait. Nous avons donc installé cette zone à environ un kilomètre de l'immeuble dans lequel le FMLN retenait les otages. Notre équipe a alors commencé à prodiguer des soins aux otages blessés qui étaient parvenus à s'échapper.



Cette même après-midi, la zone de triage a été touchée par l'explosion d'une grenade.

Treize membres de notre équipe ont été blessés par des éclats et immédiatement conduits à l'hôpital. Une fois suffisamment remis de cet incident, la direction de la Société nationale nous a réunis pour un débriefing, afin de déterminer précisément ce qui s'était passé et de s'assurer que nous étions en mesure de reprendre le travail après cette épreuve physique, émotionnelle et psychologique.



Trois heures après l'incident, l'administrateur de notre section locale a suspendu nos opérations dans le secteur touché par les violences. Mais lorsqu'il a appris qu'un passant avait été blessé par une balle perdue à deux kilomètres de là (et à deux pâtés d'immeubles des bureaux de la Croix-Rouge), il a finalement décidé d'envoyer sur place une équipe de secouristes : « Si la Croix-Rouge n'y va pas, qui va y aller ? », a-t-il conclu.

Notre action et les enseignements tirés

Pour se préparer à faire face à de telles situations de violence, notre Société nationale avait organisé des formations aux premiers secours et aux techniques de réanimation. Conjointement avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), nous avons en outre diffusé auprès des communautés locales, des forces armées et du FMLN des informations sur qui nous étions, sur ce que nous faisons et sur nos modalités de travail, conformes aux Principes fondamentaux et au droit international humanitaire. Nous avons également insisté sur la nécessité d'assurer une adhésion pleine et entière à nos sept Principes fondamentaux au sein de la Société nationale, et en particulier de nos équipes de secouristes.

Lorsque les violences ont éclaté, l'administrateur de la section nous a informés de la situation et nous a expliqué quel était notre rôle à la lumière des Principes fondamentaux. Il nous a également rappelé qu'il était important de veiller à ce que l'on puisse clairement nous identifier en toutes circonstances, en arborant le logo de notre Société nationale sur nos vêtements, nos véhicules et tous les sites où nous étions présents.

Avec notre responsable d'équipe, nous avons communiqué et travaillé en coordination avec les organismes publics locaux, l'armée, la police et les hôpitaux pour clarifier notre rôle, évaluer la situation et obtenir l'accès aux personnes qui avaient besoin d'aide. Nous étions également en contact étroit avec le siège national de la Croix-Rouge philippine.

Notre administrateur a rencontré le chef de la sous-délégation du CICR à Mindanao pour discuter de la stratégie de communication et de coordination ainsi que d'autres protocoles.

Alors que la ville de Zamboanga était toujours le théâtre de violences, la Croix-Rouge Philippine et le CICR se sont employés à fournir de l'eau potable et des soins d'urgence aux familles déplacées. Une équipe d'intervention d'urgence a par ailleurs été envoyée dans le village de Santa Catalina pour porter secours aux otages blessés tandis que les combats faisaient rage.

Par la suite, nous avons analysé notre action et évalué l'efficacité de nos protocoles en situation de violence et de conflit. Voici certaines des leçons que nous en avons tirées :

Évaluation du contexte et des risques

Il aurait fallu procéder à une évaluation des risques liés à la mise en place d'une zone de triage à l'endroit suggéré par l'armée, et notamment vérifier si le FMLN considérait lui aussi l'endroit comme adéquat.

Acceptation de l'organisation

Si la coordination a été très efficace avec les autorités publiques, la police et l'armée, nous avons appris qu'il était essentiel d'établir des contacts directs avec le FMLN ou à travers le CICR pour renforcer notre acceptation et négocier un accès sûr.

Acceptation des individus

Nous devons mettre en place des formations supplémentaires pour améliorer la capacité du personnel et des volontaires de la Croix-Rouge philippine à intervenir en toute sécurité dans les situations de violence.

Identification

Nous avons saisi toute l'importance de demander au personnel et aux volontaires d'utiliser des badges d'identification de la Croix-Rouge, de porter des dossards Croix-Rouge et d'arborer clairement l'emblème de la croix rouge sur nos bâtiments et nos véhicules.

Communication et coordination internes

Les déplacements du personnel et des volontaires ont fait l'objet d'un suivi constant par talkie-walkie ou par téléphone portable, ce qui s'est avéré déterminant pour assurer leur sécurité.

Des briefings ont été organisés avant le déploiement et des débriefings réalisés à la suite des incidents. Surtout, les recommandations issues des débriefings ont ensuite été intégrées dans les plans opérationnels. Les opérations ont été suspendues jusqu'à ce que la cause de l'incident ait pu être déterminée et des assurances obtenues quant à la sécurité du personnel et des volontaires.

Communication et coordination externes

Bien que de nombreuses séances d'information aient été organisées dans les années 1990, nous avons appris que la Croix-Rouge Philippine doit poursuivre ces efforts et s'attacher en permanence à faire mieux connaître et accepter son rôle dans ces situations, renforçant ainsi sa capacité à obtenir un accès sûr.